

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 27 - 29 mai 1997

RESSOURCES ET FINANCES

**Point 4 b) de l'ordre du
jour**



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.A/97/4-B

15 avril 1997

ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET, 1996

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Conformément aux décisions relatives aux méthodes de travail prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 1996, le Secrétariat s'est efforcé de préparer à l'intention du Conseil une documentation concise et orientée vers la décision. Les réunions du Conseil d'administration seront conduites avec efficacité, dans le cadre d'un dialogue et d'échanges de vues plus larges entre les délégations et le Secrétariat. Le Secrétariat poursuivra ses efforts afin de promouvoir ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite par conséquent les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en plénière par le Conseil.

Les fonctionnaires du PAM chargés du présent document sont les suivants:

Chef, FSB: S. Sharma tel.: 5228-2704

Chargé du budget: K. Muiu - Heinemann tel.: 5228-2771

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 5228-2641).



INTRODUCTION

1. Le Directeur exécutif présente son rapport sur l'exécution du budget 1996 au Conseil d'administration pour information. Ce document a été également présenté au Comité financier de la FAO et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires des Nations Unies (CCQAB), conformément à la disposition 29 d) des Règles générales. Dans sa préparation, le PAM a tenu compte des commentaires formulés par le Conseil et par les deux organes consultatifs lors de l'examen du rapport de l'année dernière sur l'exécution du budget, et sur le budget biennal du PAM 1996-1997.
2. Le présent rapport a été développé pour fournir des informations plus détaillées sur les systèmes de financement et sur les progrès accomplis dans la voie du recouvrement des coûts de soutien indirects. Il comprend cinq grandes parties: la première section traite des systèmes de financement; la deuxième des disponibilités de ressources; la troisième de l'exécution du budget alloué aux opérations du PAM; la quatrième des initiatives opérationnelles; et la cinquième du budget administratif et d'appui aux programmes (AAP).
3. Dans le budget biennal 1996-1997, approuvé par le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire (CPA) à sa quarantième session en novembre 1995 (document CFA 40/4), trois projections différentes ont été envisagées pour les apports de ressources: un volume réduit (2,3 millions de tonnes, moyen (2,8 millions de tonnes) ou élevé (3,5 millions de tonnes). Il s'agissait d'un budget global pour les deux composantes, opérationnelle et appui aux programmes. Le CPA a passé en revue toutes les ressources à disposition du PAM et a approuvé le principe d'un budget AAP souple.
4. Le budget approuvé a été calculé en fonction d'un volume annuel d'opérations établi à 2,8 millions de tonnes et correspondant à des dépenses AAP s'élevant à 228,9 millions de dollars¹ pour l'exercice biennal. La composante AAP a été par la suite réévaluée à 233,9 millions de dollars sur la base du taux de change lire italienne-dollar des Etats-Unis fixé par la Conférence de la FAO. Etant conçu comme un budget souple, l'AAP a dû être révisé proportionnellement au volume des opérations. Du fait de la diminution du volume prévu, l'allocation AAP a été réduite en 1996. Ce volume continuant à décroître en 1997, le Directeur exécutif a ramené l'allocation budgétaire biennale à 226 millions de dollars (au lieu des 233,9 millions de dollars, prévus dans le budget AAP réévalué).

SYSTEMES DE FINANCEMENT

5. Les contributions de ressources au PAM sont volontaires. En novembre 1995, le CPA a approuvé de nouvelles politiques en matière de dotation en ressources et de financement à long terme, mises en oeuvre à titre expérimental depuis janvier 1996. Dans le cadre de cette réorientation, un modèle pour la dotation en ressources a été proposé.
6. Ce modèle est composé de trois éléments: guichets de financement, catégories d'activités et coûts. Les guichets de financement peuvent être multilatéraux, multilatéraux dirigés et bilatéraux selon le degré de conditionnalité et de souplesse autorisé. Les ressources provenant de ces guichets servent à financer n'importe lequel des quatre programmes du PAM:

¹ Toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis.



développement, y compris relèvement et préparation aux catastrophes, interventions prolongées de secours (IPS), opérations d'urgence et opérations spéciales. Les contributions devraient être calculées selon le principe du recouvrement intégral des coûts, à savoir que chaque contribution doit inclure la valeur des denrées, ainsi que le transport maritime, le transport terrestre, l'entreposage et la manutention (TTEM), les coûts de soutien directs et les coûts de soutien indirects.

7. Au titre de ces nouvelles politiques, l'AAP est essentiellement financé par le recouvrement des coûts de soutien indirects. Leurs taux, approuvés par le Conseil pour 1996 et 1997, figurent dans le tableau ci-dessous. Ils sont appliqués sur la valeur totale des vivres, le transport, le TTEM et les coûts de soutien directs des différentes catégories d'activités.

TAUX DE RECOUVREMENT DES COÛTS DE SOUTIEN INDIRECTS		
Catégorie d'activités	1996	1997
	<i>(pourcentage)</i>	
Développement	14,5	13,9
Interventions prolongées de secours	7,2	7,1
Opérations d'urgence	4,8	6,0
Opérations spéciales	15,3	11,9
Services bilatéraux		
- Achat	3,1	4,0
- Transport	4,7	4,5
- Achats et transport	3,8	4,3

DISPONIBILITES DE RESSOURCES

8. L'estimation du volume des opérations pour 1996-1997 figurant dans le budget se réfère à la fois à la disponibilité et à l'utilisation des ressources. Les contributions confirmées par écrit par les donateurs sont considérées comme des ressources disponibles. On a supposé que le volume en transit ou ne faisant pas l'objet d'un appel au cours d'un exercice biennal ou d'une année serait égal à un volume analogue pendant l'année ou l'exercice biennal précédents.
9. Le volume des opérations en termes de disponibilités de ressources pour 1996 a été révisé en janvier 1996, passant des 2 830 000 tonnes prévues dans le budget à 2 660 000 tonnes. La disponibilité effective en 1996 a été de 2 661 000 tonnes, dont 2 113 000 ont été utilisées (non compris les 85 000 tonnes pour les donateurs bilatéraux). Ce chiffre global, représentant 94 pour cent de l'estimation initiale, est conforme à l'estimation révisée. Les ressources disponibles par catégories d'activités par rapport à l'estimation initiale ont atteint 90 pour cent pour le développement, 80 pour cent pour les IPS et 110 pour cent pour les urgences. Cependant, seuls 79 pour cent des ressources disponibles ont été effectivement utilisées. Cette utilisation réduite a pour principales raisons la non confirmation par un important donateur de son annonce de contribution pour 1996 jusqu'en décembre 1996, et la confirmation tardive d'autres contributions destinées aux secours. Le volume total par catégorie d'activités est ventilé comme suit:



CONTRIBUTIONS: PRODUITS				
Catégorie d'activités	Estimation initiale	Estimation révisée	Disponibilité	Utilisation
<i>(en milliers de tonnes)</i>				
Développement	930	870	835	670
IPS	900	650	721	560
RAIU	1 000	1 140	1 105	883
Total	2 830	2 660	2 661	2 113

10. L'estimation initiale de la valeur des ressources prévues pour l'exercice biennal 1996-1997 était de 3,1 milliards de dollars, dont 2,861 milliards de dollars pour les denrées, le transport, la logistique et d'autres coûts de soutien directs, et 228,9 millions de dollars pour l'AAP correspondant. La part de l'estimation initiale pour une année était de 1,558 milliard de dollars, chiffre ramené en janvier 1996 à 1,383 milliard de dollars. Les ressources effectivement disponibles s'élevaient à 1,336 milliard de dollars, dont 1,185 milliard ont été utilisés (dépensés). Il faut noter que l'utilisation effective en 1996 prenait également en compte des ressources mises à la disposition du PAM au cours d'exercices antérieurs. Les ressources non utilisées seront reportées et devraient être utilisées en 1997 avec celles qui seront disponibles cette même année. La disponibilité et l'utilisation des ressources pour les différentes catégories d'activités sont ventilées comme suit:

CONTRIBUTIONS ET RECETTES - 1996				
Catégorie d'activités	Estimation initiale¹	Estimation révisée²	Disponibilité	Utilisation³
<i>(en millions de dollars)</i>				
Développement	407	414	330	308
IPS	369	309	334	266
Opérations d'urgence	512	594	583	481
Opérations spéciales ⁴	83	41	34	63
Autres ⁵	187	25	55	67
Total	1 558	1 383	1 336	1 185

¹ CFA 40/4/Rev.1

² Révisée en janvier 1996.

³ Comprend les coûts de soutien indirects.

⁴ Comprend les opérations d'urgence spéciales à partir de 1995.

⁵ Comprend les recettes des services bilatéraux, du programme des administrateurs auxiliaires et du Fonds général.



FINANCEMENT DU BUDGET AAP

11. Les ressources disponibles pour le budget AAP ont été estimées sur la base des politiques en matière de dotations en ressources en vigueur pour le budget 1996-1997. Le montant total prévu pour 1996 a été établi à 113 millions de dollars. Ces estimations ont été révisées en janvier 1996 à 105,8 millions de dollars, pour tenir compte de la mise en application des recouvrements des coûts de soutien indirects, au titre des nouvelles politiques en matière de dotation en ressources et de financement à long terme, ainsi que de l'actualisation des ressources globales disponibles. Les recouvrements des coûts de soutien indirects atteignent un montant effectif disponible de 105,3 millions de dollars, dont 80,3 millions de dollars ont été perçus. L'encaissement des coûts de soutien est lié à l'utilisation effective des ressources disponibles. Le solde sera perçu quand les ressources destinées aux opérations auront été utilisées ou que ces dernières seront achevées.

RESSOURCES DISPONIBLES POUR FINANCER L'AAP GRÂCE AUX COÛTS DE SOUTIEN INDIRECTS, 1996

Catégorie d'activités	Estimation initiale	Estimation révisée	Ressources disponibles	Ressources perçues
<i>(en millions de dollars)</i>				
Développement	68	52,4	45,7	28,9
IPS	14	20,8	27,7	21,5
RAIU	18	27,2	26,2	25,0
Opérations spéciales	8	5,4	2,9	1,9
Opérations bilatérales et autres	5	-	2,8	3,0
Total	113	105,8	105,3	80,3

12. En outre, 1,6 million de dollars ont été dégagés grâce aux contributions du gouvernement bénéficiaire aux frais de fonctionnement locaux. Les ressources totales disponibles pour financer l'AAP se sont donc élevées à 106,9 millions de dollars alors que les dépenses et engagements effectifs étaient de 107,4 millions de dollars.

OPERATIONS DU PAM

13. La valeur des opérations du PAM en 1996, pour ce qui est des dépenses et engagements effectifs, AAP y compris, s'est élevée à 1,185 milliard de dollars, contre 1,191 milliard en 1995. Les dépenses par programme et par catégories de coûts sont récapitulées dans le tableau ci-dessous, et détaillées à l'annexe I.



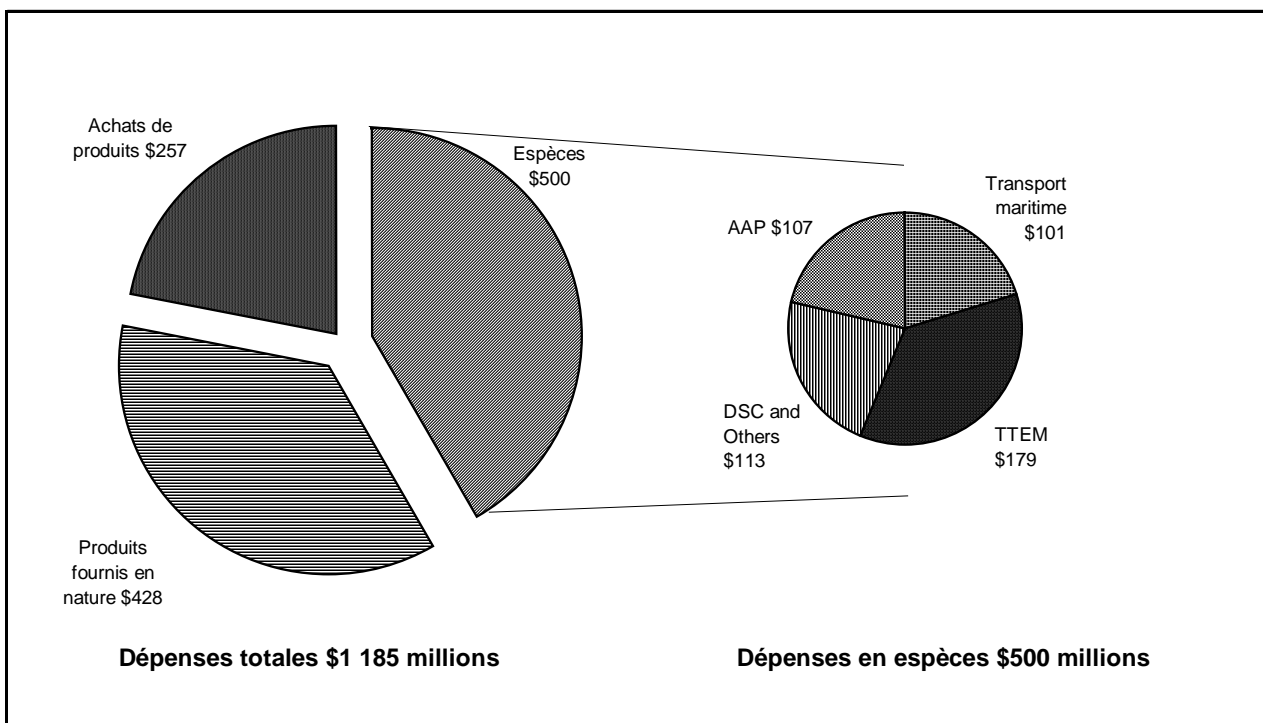
DÉPENSES OPÉRATIONNELLES ET AAP POUR 1996

Catégorie d'activités	Montant	Coût	Montant
<i>(en millions de dollars)</i>			
Développement	279	Denrées	685
IPS	244	Transport maritime	101
Opérations d'urgence	456	TTEM	179
Opérations spéciales	61	CSD ¹ et autres	113
Opérations bilatérales et autres	38	AAP	107
AAP	107		
Total	1 185		1 185

¹ Coûts de soutien directs.

14. La figure ci-dessous représente les catégories de dépenses.

DÉPENSES DU PAM EN 1996 PAR CATÉGORIE DE COÛT *(en millions de dollars)*



15. Les principaux aspects des opérations, notamment le solde des engagements en faveur des projets, les dépenses opérationnelles et les ajustements budgétaires, sont examinés ci-dessous.

16. Les encours des engagements non réglés en faveur de projets de développement, d'IPS et d'opérations d'urgence sont suivis sur la base du volume de produits. Pour prendre en compte



les nouvelles politiques en matière de dotation en ressources, il a fallu apporter des modifications au montant des projets. Auparavant, les dépenses concernant des articles non alimentaires et les autres coûts de soutien directs afférents à l'exécution de ces projets n'étaient pas compris dans leur budget, ni le recouvrement des coûts de soutien indirects. Avec l'application du principe du recouvrement intégral des coûts, les coûts de soutien directs et indirects ont été inclus dans le budget des projets. Pour tenir compte de ce principe, on a donc ajusté les encours des engagements non réglés en incluant les coûts de soutien directs et indirects.

Développement

17. Treize nouveaux projets et élargissements ont été approuvés par le Conseil d'administration ou par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués, pour une valeur totale de 198 millions de dollars. Les dépenses totales au cours de la période de référence se sont élevées à 279 millions de dollars, dont 232 millions en produits et 47 millions en espèces.
18. Après ajustement pour les coûts de soutien directs et indirects relatifs aux projets approuvés avant 1996, le solde des engagements en faveur des projets de développement à la fin de 1996 s'élevait à 1,168 milliard de dollars, équivalant à 2 406 000 tonnes de produits.

Interventions prolongées de secours (IPS)

19. Quatorze nouvelles opérations et élargissements IPS ont été approuvés par le Conseil d'administration ou par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués, pour une valeur totale de 287 millions de dollars. Les dépenses totales se sont élevées à 244 millions de dollars, dont 156 millions en produits et 88 millions en espèces.
20. Après l'ajustement pour les coûts de soutien directs et indirects relatifs aux projets approuvés avant 1996, et la passation par pertes et profits des composantes de projets ayant peu de chances de se matérialiser, le solde des engagements en faveur des opérations de secours s'élevait à 260 millions de dollars, équivalant à 479 000 tonnes de produits au 31 décembre 1996.

Opérations d'urgence

21. Seize nouvelles opérations et élargissements ont été approuvés par le Conseil d'administration ou par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués, pour une valeur totale de 496 millions de dollars. Les dépenses totales se sont élevées à 456 millions de dollars, dont 297 millions en produits et 159 millions en espèces.
22. Après ajustement des coûts de soutien directs, financés auparavant par les opérations d'urgence spéciales, et les coûts de soutien indirects, et une fois éliminées les composantes des opérations ayant peu de chances de se matérialiser, le solde des engagements en faveur des opérations d'urgence s'élevait à 169 millions de dollars, équivalant à 266 000 tonnes de produits au 31 décembre 1996.

Opérations spéciales

23. Des opérations spéciales appuyées par le PAM ont été entreprises dans 15 pays. Au total, 25 millions de dollars ont été mobilisés et alloués à leur exécution en 1996. Les activités, principalement pont aérien, remise en état et déminage de routes, voies ferrées et ports, ont



été surtout concentrées en Afrique (Région des grands lacs, Angola, Libéria) et dans la région du Caucase. Les dépenses totales des opérations spéciales (dont les opérations d'urgence spéciales avant et après 1995) se sont élevées à 61 millions de dollars.

Opérations bilatérales et autres opérations

24. En 1996, le PAM a fourni des services bilatéraux aux donateurs, mis en oeuvre le programme spécifique d'administrateurs auxiliaires, acheté des articles non alimentaires et exécuté d'autres opérations. Les dépenses totales pour ces activités ont atteint en 1996 38 millions de dollars.

INITIATIVES OPERATIONNELLES

25. Les initiatives spécifiques proposées dans le budget 1996-1997 ont été classées en trois catégories: rationalisation des opérations, renforcement de l'efficacité et amélioration de l'efficacité. Nombre de ces initiatives sont déjà engagées, et certaines seront achevées à la fin de l'exercice biennal. Deux des plus importantes ont trait au Programme d'amélioration de la gestion financière (FMIP) et aux communications à l'intérieur et à l'extérieur du PAM.

Programme d'amélioration de la gestion financière (FMIP)

26. Ce programme est une composante essentielle du Plan stratégique et financier du PAM pour 1996-1999. Le FMIP a toujours pour objectif général d'améliorer le dispositif de gestion financière du Programme, en particulier sa capacité de rendre compte de l'utilisation des ressources mises à sa disposition et d'établir les rapports correspondants, rigoureusement et ponctuellement. En 1996, un certain nombre de projets lancés dans le cadre du programme d'amélioration de la gestion financière sont passés du stade de la planification à celui de l'exécution. Avec le recrutement de directeurs de projet expérimentés et la participation de l'ensemble des divisions du PAM, les travaux portant sur deux des principaux systèmes ont pu commencer.
27. En novembre, le coup d'envoi a été donné pour un nouveau système de gestion financière (FMS), conçu pour assurer que: des rapports adéquats sont établis, les informations nécessaires pour prendre des décisions sont fournies en temps voulu, les ressources du PAM sont bien gérées et il est rendu compte de leur utilisation. En outre, dans le cadre du système de suivi des produits, mis en route lui aussi au cours du dernier trimestre de 1996, on s'emploie à améliorer le suivi de la chaîne d'approvisionnement. L'objectif est de préparer un modèle opérationnel et un système préliminaires pour le troisième trimestre de 1997. Plusieurs grands projets devaient démarrer début 1997, à savoir: le système de mobilisation des ressources (qui vise à mieux suivre et gérer les contributions des donateurs), le système de gestion des ressources humaines/service de la paie et le système de gestion des achats. On a également acheté et installé une méthodologie pour l'élaboration de systèmes et procédures structurés, qui fournira des indications pour améliorer la nouvelle conception des procédures et pour les projets de développement des systèmes; elle est appliquée à la mise en oeuvre de tous les projets FMIP.
28. Le développement de nouveaux logiciels, mené parallèlement à la refonte des processus actuellement mise en oeuvre, est essentiel pour faciliter les améliorations énoncées dans le projet de restructuration (OCI). Le plan de mise en oeuvre du FMIP a été modifié vers la fin de 1996 pour adhérer plus directement à ce projet. C'est ainsi que le Projet de "connectivité" des bureaux de pays favorisera la décentralisation des fonctions assumées par le siège en



établissant un réseau étendu (WAN) fiable, et en assurant l'accès aux systèmes d'information du siège du PAM.

29. En 1997, le système des services intégrés de gestion des Nations Unies (SIG) et les systèmes Oracle de la FAO (finances et ressources humaines) seront évalués; ce sont en effet des candidats valables pour les systèmes de gestion financière et des ressources humaines du PAM, de même que d'autres systèmes.
30. Trois projets, visant à améliorer la gestion de l'acheminement des vivres du PAM et les rapports correspondants, ont été entrepris en 1996. Le système de suivi des produits est conçu pour suivre les déplacements des produits du point d'entrée dans un pays au point de livraison final. Pour ce qui est de l'approvisionnement, la disponibilité des contributions des donateurs sera établie grâce à un système intégré de mobilisation des ressources, mis à disposition des bureaux de pays sur l'ensemble du WAN du PAM. Ces deux systèmes sont deux facettes essentielles du nouveau système global d'information de gestion mis en place dans le cadre du FMIP.
31. D'importantes améliorations ont été apportées en matière de calcul informatisé et de traitement des données, notamment:
 - installation de plus de 330 nouveaux ordinateurs équipés de Pentium au siège;
 - conversion du système d'exploitation de base des postes de travail à Windows 95;
 - installation d'une plate-forme de base de données client-serveur (Oracle);
 - conversion du système Interfaix, qui fournit à Oracle des statistiques générales sur l'aide;
 - modification de l'application de l'unité centrale pour favoriser une souplesse et une facilité d'utilisation majeures;
 - fusion des systèmes WIS et NOP pour améliorer la fiabilité, le contrôle budgétaire et la standardisation;
 - remplacement des serveurs LAN de bureautique par une configuration à tolérance de pannes et un câblage LAN unifiés. Ceci a permis d'améliorer notablement l'accès aux services informatiques du siège;
 - choix de Lotus Notes comme nouveau système de messagerie/groupware pour le PAM; installation, mise à l'essai et migration.
32. Depuis le démarrage du FMIP, les contributions spécifiques des donateurs ont atteint 8,2 millions de dollars. Avec l'accord de l'organe directeur, le PAM a utilisé 6,2 millions de dollars pris sur ses fonds ordinaires. Sur le financement total disponible pour le FMIP (14,4 millions de dollars), huit millions ont été consacrés à diverses initiatives.

Communications extérieures

33. Le site du PAM sur Internet a été lancé en 1996, afin d'améliorer l'échange d'informations et la coordination entre le PAM, ses donateurs et ses autres partenaires de la communauté internationale engagés dans des activités de secours et de développement. Des documents officiels, comme ceux du Conseil d'administration, qui étaient auparavant exclusivement communiqués sous forme imprimée par courrier, sont présentés sur la page Web.



34. En 1996, le PAM s'est lancé dans une campagne pro-active par la voie des principaux médias pour décrire ses activités et plaider la cause des pauvres victimes de la faim. Il s'est attaché en particulier à s'assurer qu'une large place était faite aux urgences (Iraq, Libéria, Zaïre, etc.) dans la presse. Pendant le Sommet mondial de l'alimentation en novembre 1996, le PAM a exposé à la communauté internationale et aux médias la situation et l'action du Programme dans l'Est du Zaïre. Un bureau a été ouvert au Japon pour mener une campagne de sensibilisation centrée sur la faim et les questions connexes, afin de faire connaître le PAM. De nouvelles sources de financement non traditionnelles sont cherchées. La nouvelle association "Les amis du PAM" récemment créée aux Etats-Unis sert de centre de liaison pour des campagnes dans le secteur privé. Des progrès ont été accomplis dans la voie de l'autofinancement intégral des services de l'information, objectif qui devrait être réalisé à la fin de l'exercice biennal 1996-1997. Cependant, pour atteindre le niveau de ressources nécessaire, il faudra mener de plus vastes campagnes de sensibilisation et d'appels de fonds.

35. D'autres initiatives ont été prises, notamment:

- quinze bureaux de pays ont été fermés;
- une unité distincte de télécommunications a été mise en place afin de favoriser la synergie entre les communications et le traitement de l'information;
- une nouvelle division de la stratégie et des politiques, dont l'une des principales fonctions est la planification stratégique, a été créée;
- une nouvelle division des services de gestion, réunissant des fonctions de gestion auparavant dispersées, a été mise en place;
- des efforts sont actuellement déployés pour incorporer dans les accords de pays des dispositions concernant les contributions du gouvernement bénéficiaire aux coûts locaux, dans le contexte du programme de pays;
- afin d'accroître la rentabilité des achats et le coût des articles achetés, un accord général a été signé avec des fournisseurs. Les achats locaux ont été développés grâce à l'affectation de fonctionnaires chargés des achats en Tanzanie, après le Kenya, l'Ouganda, la Thaïlande, la Turquie, et le Zimbabwe;
- une assistance technique a été fournie par la FAO et d'autres organisations des Nations Unies, selon les besoins, pour s'adapter à l'évolution des projets, recentrer les évaluations vers les urgences et les orienter davantage vers les bénéficiaires. En outre, une liste d'experts extérieurs est constituée et actualisée;
- deux équipes d'intervention rapide ont été affectées à des situations d'urgence dans les régions du Rwanda/Zaïre et du Libéria, en Somalie, au Soudan, en République populaire démocratique de Corée et en ex-Yougoslavie;
- dix-sept administrateurs des finances ont été recrutés, ce qui porte à 53 le nombre de pays qui en sont dotés;
- les reclassements de postes prévus pour l'exercice biennal sont effectués en 1997;
- on continue de chercher de nouveaux locaux pour le siège, l'objectif étant de libérer le bâtiment actuel pour le 31 décembre 1997; le PAM a dépensé 470 000 dollars pour mettre les locaux actuels en conformité avec les normes d'incendie et de sécurité;
- les postes permanents du service unifié sont actuellement modifiés pour tenir compte des nouvelles fonctions du PAM relatives aux urgences, à la logistique, à l'administration et aux finances;



- on a commencé à passer en revue en 1996 les procédures liées aux ressources humaines, pour les rendre conformes aux initiatives de restructuration, qui prévoient la décentralisation et la prise en charge de certaines fonctions et de processus décisionnels par les chefs régionaux et les directeurs de pays;
- un conseiller du personnel a été engagé pour organiser divers ateliers de gestion et pour dispenser des conseils à titre individuel;
- le Bureau de l'inspection et des enquêtes (OEDI) a entrepris 13 inspections sur le terrain et trois visites complémentaires. A la suite de quoi, des mesures disciplinaires ont été prises. Des procédures visant à améliorer la gestion financière, la manutention et le suivi des produits, ainsi que la monétisation, ont été mises en oeuvre.

DEPENSES ADMINISTRATIVES ET APPUI AUX PROGRAMMES

36. Le budget AAP initial approuvé, d'un montant de 228,9 millions de dollars, était calculé sur la base d'un taux de change de 1 665 lire italiennes pour un dollar des Etats-Unis. Il a été révisé sur la base du taux de change lire italienne-dollar des Etats-Unis approuvé par la Conférence de la FAO. Compte tenu de la diminution du volume des opérations, le budget biennal a maintenant été revu, passant des 233,9 millions de dollars du budget réévalué, à 226 millions de dollars de crédits ont été attribués. En 1996, 113,8 millions de dollars ont été alloués.
37. Les dépenses effectives d'AAP ont atteint en 1996 107,4 millions de dollars. Le budget approuvé et les dépenses connexes sont récapitulées ci-dessous et détaillées dans l'annexe II.

RÉCAPITULATION DU BUDGET PAR LIGNES BUDGÉTAIRES

Lignes budgétaires	Budget approuvé initial	Budget approuvé réévalué	Crédits attribués	Dépenses	Pourcentage des attributions dépensées
<i>(en milliers de dollars)</i>					
Siège	128 02	131 024	62 01	59 157	95
Bureaux de pays	105 96	108 086	51 36	47 82	93



Dépenses statutaires	1 26	1 260	430	403	94
Total partiel	235 25	240 370	113 80	107 38	94
Effet de la création graduelle de nouveaux postes et profit tiré de la rationalisation des opérations	(6 34)	(6 427)			
Total	228 91	233 943	113 80	107 38	94

38. En 1996, les dépenses et les engagements de dépenses ont atteint dans l'ensemble 94 pour cent de l'allocation annuelle. Chaque objet de dépenses est resté dans les limites du budget biennal, mais certains d'entre eux ont dépassé l'allocation pour 1996. Dans la plupart des cas, des allocations supplémentaires seront faites par le biais d'un transfert provenant d'autres objets dans le cadre du budget approuvé.
39. Deux des postes - télécommunications et autres dépenses de fonctionnement - risquent de nécessiter des allocations supplémentaires en 1997 pour couvrir les dépassements de crédits de 1996 ainsi que les besoins additionnels pour 1997. Les télécommunications comprennent le téléphone, le fax, la messagerie électronique et le télex. Les dépassements de crédits des télécommunications sont essentiellement dus à la hausse des tarifs et au développement des communications avec les bureaux de pays. Parmi les dépenses de fonctionnement figurent l'entretien et les frais d'eau, gaz, électricité du bâtiment du siège, ainsi que les dépenses supplémentaires relatives à l'assurance responsabilité civile dans le monde entier.
40. Une importante sous-utilisation des crédits a été enregistrée pour l'emploi des consultants. Des dispositions ont été prises dans le budget pour obtenir les services d'experts techniques supplémentaires nécessaires pour la préparation, l'évaluation préalable et l'évaluation des projets et opérations. Au cours de la première année de l'exercice biennal, ces services ont été fournis exclusivement par la FAO et par d'autres organisations des Nations Unies. Une partie de ce crédit sera disponible, selon les besoins, pour un transfert en faveur d'autres objets en 1997.



ANNEXE I

ENGAGEMENTS ET DÉPENSES OPÉRATIONNELS
--

	Valeur des engagements non utilisés au titre des projets	Nouveaux projets et engagements pour 1996	Dépenses	Ajustements budgétaires ¹	Solde des engagements
	01.01.96	1996	1996	1996	31.12.96
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
<i>(en millions de dollars)</i>					
Projets de développement et d'action rapide					
Produits ²	870,8	134,7	231,6	(4,0)	769,9
Transport et coûts connexes	185,4	25,7	29,0	(11,9)	170,2
TTEM	28,1	9,5	17,7	20,3	40,2
Coûts de soutien directs		5,3	0,7	40,5	45,1
Coûts de soutien indirects		23,0		119,5	142,5
Total partiel	1 084,3	198,2	279,0	164,4	1 167,9
Interventions prolongées de secours					
Produits ²	148,1	149,9	155,6	(8,3)	134,1
Transport et coûts connexes	45,8	36,0	28,2	(21,7)	31,9
TTEM	81,7	52,2	57,8	(14,2)	61,9
Coûts de soutien directs		30,7	2,8	(12,9)	15,0
Coûts de soutien indirects		18,5		(1,3)	17,2
Total partiel	275,6	287,3	244,4	(58,4)	260,1
Urgences					
Produits ²	187,5	276,4	297,1	(87,0)	79,8
Transport et coûts connexes	66,0	53,8	44,1	(56,8)	18,9
TTEM	116,1	112,4	103,5	(80,7)	44,3
Coûts de soutien directs		33,6	10,8	(6,5)	16,3
Coûts de soutien indirects		20,2		(10,7)	9,5
Total partiel	369,6	496,4	455,5	(241,7)	168,8
Total	1 729,5	981,9	978,9	(135,7)	1 596,8
Opérations spéciales³			60,8		
Opérations bilatérales et autres			37,6		
Administration et appui aux programmes			107,4		
DÉPENSES TOTALES			1 184,7		

¹ Les ajustements budgétaires comportent l'incorporation des coûts directs et indirects ainsi que l'application des taux actuels pour les produits et le transport, aux encours des engagements non réglés.

² Y compris les achats.

³ Comprend les opérations d'urgence spéciales à partir de 1995.



ANNEXE II

RÉCAPITULATION DU BUDGET AAP PAR POSTE DE DÉPENSES

	Budget approuvé 1996-1997	Budget réévalué 1996-1997	Crédits alloués 1996	Dépenses et engagements de dépenses 1996	Dépenses en pourcentage des crédits attribués 1996
<i>(en milliers de dollars)</i>					
A. SIÈGE	128 021	131 024	62 012	59 157	95
Dépenses de personnel	86 324	89 197	42 672	39 431	92
Heures supplémentaires	502	501	226	259	115
Consultants	4 837	4 807	2 163	1 221	56
Voyages	3 831	3 831	1 721	1 828	106
Livres et périodiques	105	130	58	78	134
Information et publications	3 250	3 250	1 462	1 199	82
Documents/réunions	2 400	2 400	1 080	1 041	96
Formation	2 721	2 721	1 227	1 036	84
Communications	3 583	3 583	1 612	2 195	136
Système intégré de gestion informatique	5 061	5 061	2 281	2 689	118
Autres dépenses de fonctionnement	5 160	5 160	2 322	3 363	145
Services fournis par la FAO	6 291	6 420	3 210	3 186	99
Services fournis par d'autres organisations des Nations Unies	3 947	3 947	1 973	1 631	83
B. BUREAUX DE PAYS	105 960	108 081	51 361	47 825	93
Dépenses de personnel	82 420	84 540	40 770	37 975	93
Dépenses locales de fonctionnement	23 540	23 541	10 591	9 850	93
C. DÉPENSES STATUTAIRES	1 260	1 260	430	403	94
Vérification externe des comptes	460	460	230	100	43
Contributions aux autres organisations des Nations Unies	400	400	400	303	152
Imprévus	400	400			
TOTAL	235 251	240 371	113 801	107 385	94
A déduire: effet de la création graduelle de nouveaux postes et profit tiré de la rationalisation des opérations	(6 341)	(6 427)			
TOTAL GÉNÉRAL	228 910	233 944	113 801	107 385	94



CSD et
autres

